

Burundi : Certains observateurs craignent encore une reprise du conflit ethnique

France 24, 28/04/2016 Après un an de violences, le Burundi sous la menace d'une "logique génocidaire" Des violences n'en finissent pas de secouer le Burundi depuis un an. Pour la FIDH, les exactions du régime, majoritairement hutu, ont des relents de plus en plus nauséabonds du conflit ethnique qui les opposa aux Tutsis entre de 1993 à 2005. Un an après le début des violences au Burundi, la situation semble toujours aussi critique dans le pays.

Emprisonnements, disparitions d'opposants au régime, meurtres; Les observateurs internationaux constatent, impuissants, que le pays s'enfonce dans une spirale de violences.

La crise a éclaté en avril 2015, à l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat — une initiative jugée contraire à la Constitution mais qui s'est soldée par sa réélection au terme d'une campagne émaillée de violences et de heurts. Un an plus tard, mardi 26 avril, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), son organisation membre au Burundi (Iteka) et Amnesty International ont sommé dans un communiqué commun la communauté internationale à agir "de toute urgence". Selon eux, de "graves violations des droits humains" sont "commises en grande majorité par les forces de sécurité burundaises sur ordre des autorités". Pire, les observateurs craignent une reprise du conflit ethnique, opposant Hutus et Tutsis, qui a fait rage de 1993 à 2005 dans le pays et au cours duquel 300 000 personnes sont mortes. La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) Fatou Bensouda a de son côté annoncé lundi l'ouverture d'un examen préliminaire des violences commises dans ce petit pays d'Afrique, étape préalable à une éventuelle enquête. —après les ONG et instances internationales, la situation est dramatique : depuis le début des violences, en avril 2015, environ 700 personnes ont été tuées, et entre 600 et 800 autres ont disparu, selon des chiffres fournis par la FIDH et recoupés avec d'autres données d'ONG. Environ 5 000 personnes ont par ailleurs été arrêtées, parmi lesquelles 3 000 seraient toujours en détention. On compte également 270 000 Burundais ayant trouvé refuge dans les pays voisins, Ouganda, Rwanda, Kenya, ou même en Europe. "80 % des membres de la société civile ont fui le pays", alarme Florent Geel, directeur Afrique de la FIDH, de retour de mission au Burundi, et qui souhaite rester prudent sur les informations qu'il divulgue, "pour ne mettre personne en danger". —avez-vous pu constater lorsque vous étiez au Burundi ? Florent Geel : La population est très encadrée par les forces du régime. Dans la capitale Bujumbura, les quartiers dits contestataires sont vides. Les magasins et les maisons sont fermés. Là-bas, les gens sont partis par milliers. Ceux qui restent sont terrorisés. Les menaces et les intimidations sont fréquentes. Nous-mêmes avons été surveillés et nous avons dû user de nombreuses ruses pour ne pas mettre en danger les gens à qui on a parlé. Le régime burundais a basculé dans une logique radicale depuis le coup d'État du 13 mai, qui consiste à dire «est eux ou nous». "Eux", c'est-à-dire ? Qui sont les cibles du régime ? Parmi les disparitions forcées, on compte des opposants politiques, des contestataires, des jeunes qui ont manifesté contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza, des militants des droits de l'Homme, des journalistes. Le 10 décembre 2015, par exemple, la trésorière d'Iteka, Marie-Claudette Kwizera, a été arrêtée à Bujumbura par des membres du redouté Service national de renseignement (SNR), le fer de lance de cette répression. On est toujours sans nouvelles d'elle. [L'ONG a depuis fermé ses portes. Son président, Anshaire Nikoyagize, contacté par France 24, a fui en Ouganda en novembre 2015 avoir reçu des menaces, NDLR]. Il y a aussi le cas du général Athanase Kararuzza [un ancien conseiller militaire du vice-président et ex-commandant en second des forces de maintien de la paix déployées en Centrafrique, tué lundi alors qu'il déposait son enfant à l'école, NDLR]. C'était un pro-Nkurunziza mais après les violences de décembre dernier [qui auraient fait près de 90 morts et à la suite desquelles des charniers ont été découverts au Burundi, NDLR], il avait dénoncé les exactions commises par les forces du régime. Plus généralement, le régime, majoritairement hutu, semble croire que ses opposants sont des Tutsis. Il est dans une logique paranoïaque et très polarisée. Les rangs des forces du régime ont été largement épurés de tout membre tutsi. Sur les réseaux sociaux, on remarque aussi la présence de discours anti-Tutsis. Autre fait inquiétant : le 1er novembre 2015, le président du Sénat burundais, Révérien Ndikuriyo, a été enregistré à son insu au cours d'une réunion publique. Sur cet enregistrement, il déclare à ses partisans : "Vous devez pulvériser, vous devez exterminer ces gens [...]. Attendez le jour où l'on dira 'travaillez', vous verrez la différence !". Le mot "travailler" rappelle le terme utilisé par le gouvernement génocidaire au Rwanda [qui signifiait alors "aller tuer", NDLR]... Redoutez-vous, comme certains observateurs, une situation de génocide ? Le Burundi n'est pas le Rwanda. En 1994, au Rwanda, une moitié de la population avait littéralement attaqué l'autre, je ne suis sûr que cela puisse se reproduire de manière aussi décomplexée au Burundi. Et puis, la communauté internationale veille. Mais, nous sommes inquiets, car sans dire que nous sommes dans une situation de pré-génocide, il faut tout de même reconnaître que la dynamique génocidaire est présente. Maintenant, la question qui se pose est : comment va réagir la grande masse paysanne hutue, silencieuse, peu éduquée, à cette dynamique ? Personne ne le sait. Par Charlotte OBERTI